

Bonnes nouvelles

(et oui ... c'est la reprise !)

Déjà la fin des vacances (enfin, pour la plupart d'entre nous), déjà le retour à l'usine avec son lot de mauvaises choses comme les postes pénibles physiquement et mentalement, les pressions des chefs (plus ou moins selon le cas), les heures et jours supplémentaires, la désorganisation du travail... ou encore les doutes, les interrogations concernant l'avenir de nos emplois.

Mais nous n'allons pas déprimer pour si peu. Heureusement il y a les collègues, les copains de boulot... et aussi parfois la solidarité entre nous, les discussions et les résistances au quotidien face aux dégradations diverses de nos conditions de travail.

Et puis tout ne va pas si mal. En effet, c'est avec « plaisir » que nous avons appris que les affaires de Ford se portaient toujours aussi bien. Le 17 août, les dirigeants se félicitaient d'un 2^{ème} trimestre 2015 exceptionnel : 1,9 milliards de dollars de bénéfice net (+ 40%). Le « meilleur bénéfice trimestriel depuis 2000 » ! L'Europe reste à la traîne mais ça se solidifie.



« Nous sommes convaincus d'être sur la bonne voie pour obtenir un bénéfice global entre 8,5 et 9,5 milliards de dollars » précisent les dirigeants. Rajoutons que la satisfaction porte aussi sur les parts de marché qui sont en hausse.

En clair, ça roule pour Ford.

Mais, ne rêvons pas, cela ne devrait quand même pas changer le fond du discours de la direction. La chasse aux coûts (nos salaires pas les leurs, nos emplois pas les leurs), leur obsessionnelle compétitivité, leur appétit en gain de productivité et en dividendes devraient faire partie de leurs ambitions.

Les mois qui viennent sont importants car Ford va tenter un nouveau chantage : du boulot pour demain à la condition d'accepter quelques remises en cause sociales. Une nouvelle partie de bras de fer se prépare.

Il est hors de question pour nous d'accepter ce « deal » dangereux. Il est temps au contraire de mettre les moyens nécessaires pour assurer un avenir et améliorer les conditions de travail. Il sera nécessaire que nous nous en mêlions tous.

ENFIN UN COMITÉ DE SUIVI

C'est officiel, le Comité de suivi, en suspend depuis plus d'un an et plusieurs fois repoussé, va enfin avoir lieu lundi 7 septembre.

C'est comme les dernières fois, le Préfet de Région va piloter cette réunion concernant l'usine FAI, son activité présente et future, son avenir. Participeront des dirigeants de Ford Europe, la direction locale, les pouvoirs publics (Préfet, Direccte), les élus locaux (Région, Département, Métropole) ; les syndicats de l'usine.

A l'ordre du jour, Ford devrait s'expliquer sur ses intentions, sa stratégie pour les années qui viennent. On suppose (on espère) que les pouvoirs publics vérifieront que l'accord du 24 mai 2013 (les 1000 emplois notamment) n'est pas complètement respecté.

Notre syndicat compte bien poser tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés, en insistant évidemment sur l'avenir des activités et des emplois.

Depuis des mois nous bataillons pour que ce comité se tienne : histoire que Ford rende des comptes et aussi parce que nous salariés avons notre mot à dire. Logiquement, nous avons proposé à tous les syndicats une rencontre pour pousser ensemble dans le même sens.

COLLÈGUES INTÉRIMAIRES : SUPER PRÉCAIRES !

On le sait bien, par définition, l'intérim c'est de la précarité. Des missions courtes pour bien mettre la pression sur ces salariés : pas droit au moindre écart. Certains d'entre eux viennent de faire les frais d'une absence d'un ou quelques jours pour raison de santé. Résultat : fin de contrat. Nous le dénonçons.

A l'opposé, nous revendiquons l'embauche des intérimaires pour renforcer et rajeunir l'effectif actuel. Les besoins sont réels. Combien d'équipes dans différents secteurs subissent le sous-effectif quasi permanent ? Pour nous, la précarité ne se justifie aucunement.

AFFAIRE DES « 1000 EMPLOIS »

Avant le Comité de suivi, nous avons une autre date importante : lundi 24 août, avec le rendu du tribunal concernant l'engagement abandonné de Ford sur le maintien de 1000 emplois actifs minimum.

Là encore, notre démarche a pour objectif de maintenir la pression sur Ford comme sur les pouvoirs publics, en refusant les soi-disant fatalités. Il s'agit de la longue bataille pour sauver les emplois.

MAGNA À GFT : QUESTIONS, CHANGEMENTS ET PERSPECTIVES

Le scoop de l'été, ce fut l'annonce du rachat de Getrag par Magna (gros équipementier canadien). Officiellement nous ne sommes pas concernés mais indirectement, forcément, cela pourrait changer bien des choses. Le changement de propriétaire est programmé pour la fin de cette année.

Evidemment comme à l'habitude, Ford ne s'exprime pas sur le sujet et juge qu'il n'est pas utile de nous en parler. Pourtant, plusieurs questions se posent. D'abord pour nos collègues de GFT évidemment. Mais aussi pour nous. Car l'avenir de la joint-venture, les « coopérations » GFT-FAI ont des conséquences sur une partie de nos productions actuelles et futures.

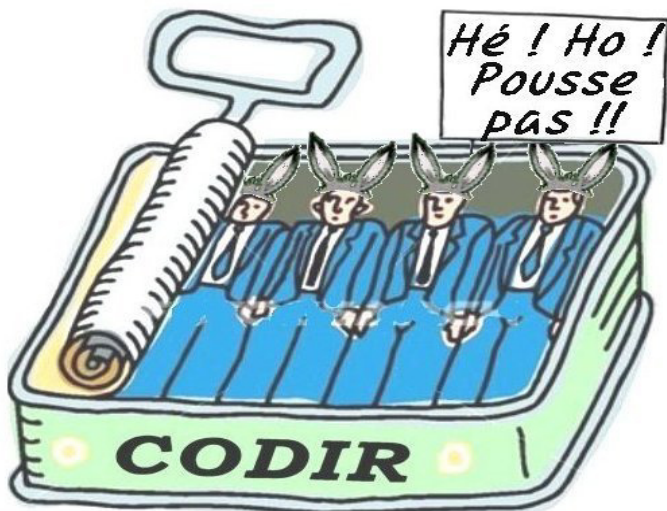
Ford Europe disait envisager l'avenir du site comme un centre d'excellence de la transmission européenne, insistant sur les liens entre les deux usines. Qu'en sera-t-il avec l'arrivée de Magna ?

Qu'est-ce qui pourrait changer dans l'accord de coopération entre Getrag-Ford, FAI et Magna ? Quelles conséquences sur les liens, les activités communes, les productions du TTH ... ?

La direction de GFT a écrit aux collègues et assure que c'est une bonne chose pour l'avenir de l'usine GFT (voir BN 292). Le journal Sud-Ouest a fait un article ce lundi, là aussi positivant l'arrivée de Magna sans pourtant ne rien savoir des intentions de l'équipementier comme celles de Ford.

Nous ignorons les conséquences de ce changement. Nous ne sommes ni plus inquiets ni plus rassurés en ce qui concerne l'avenir des 2 usines et de nos emplois. Car le problème de fond reste les choix de la multinationale Ford, celui notamment de donner une activité suffisante pour maintenir partout les emplois existants. Pour cela, on sait bien qu'il faut batailler sans relâche.

Les ventes-achats, les accords entre constructeurs et équipementiers renforcent de fait les doutes sur l'avenir. Ça remet en avant, pour nous, la question de l'unité des 2 usines. La seule garantie d'une réelle coopération, d'un « centre d'excellence » crédible, d'un bureau d'étude commun, c'est que Ford reprenne l'ex-Bobcat, réunifie le site et remette le même statut Ford pour toutes et tous.



RTO DE LUXE AU CODIR

Visiblement, ce n'est pas la même « équation économique » pour calculer le RTO applicable aux dirigeants.

Le « mercato » d'été a été profitable puisqu'on enregistre le retour d'un cadre dirigeant parti il y a un moment sur le site d'Estrée-St-Denis (60). Le revoilà donc mais à quel poste le mettre, où pourrait-il bien être utile ? Et bien, il a été casé à la direction de la production... poste pourtant déjà occupé par un autre cadre du Codir.

Il n'y avait qu'un directeur de production quand l'usine tournait à plein régime, il y en a 2 maintenant avec une activité de moitié. Vont-ils se marcher sur les pieds ? L'autre va-t-il se faire éjecter ? Ou bien 2 compétences valent mieux qu'une pour éviter de refaire les bourdes du DCT ?

D'accord évidemment pour renforcer le personnel mais là où c'est nécessaire. Il y a des besoins urgents sur les lignes d'assemblages, au Repacking, au TTH, aux racks, là où les conditions de travail sont difficiles.



PAS VRAIMENT LA MÊME CRISE POUR TOUS ... ET C'EST PEU DIRE.

Attention, voici quelques chiffres qui peuvent donner le tournis : En France, il y a 74 milliardaires, les 500 plus grosses fortunes possèdent 460 milliards d'euros (soit 5 fois plus qu'il y a 20 ans !), le plus pauvres des 500 a (seulement) 80 millions d'euros.

Quelle richesse scandaleuse et indécente !

Des chiffres records... en pleine crise, pile quand le chômage et la pauvreté explosent, quand plus de 8 millions de gens vivent en dessous du seuil de pauvreté (900 euros/mois), 9 millions de gens sont pas ou mal logés, des millions de gens ne peuvent plus se soigner correctement ou s'éduquer et se cultiver.

C'est donc ça la crise ? Une compétitivité qui aggrave les inégalités, qui détourne les richesses de l'intérêt collectif vers les coffres d'une minorité. Cela n'empêche que les discours mensongers continuent, disant qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses, qu'il faudrait encore se serrer la ceinture, justifiant sans cesse les reculs sociaux ... L'argent existe bien. L'urgence, c'est d'imposer le partage des richesses.